

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 BOURGES

Bourges, le 10 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SABLIÈRES DE LA PERCHE – Installation de traitement

PB 143 La Prune
Ceaulmont
36200 Argenton-sur-Creuse

Code AIOT : 0010002404

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2023 dans l'établissement SABLIÈRES DE LA PERCHE-Installation de traitement implanté Les Sables et Le Cavalier 18200 La Perche. L'inspection a été annoncée le 03/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIÈRES DE LA PERCHE - Installation de traitement
- Les Sables et Le Cavalier 18200 La Perche
- Code AIOT : 0010002404
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SARL les Sablières de la Perche exploite une installation de traitement des matériaux située aux lieux-dits « les Sables et le Cavalier » sur le territoire de la commune de La Perche. L'exploitation est autorisée par l'arrêté préfectoral du 5 octobre 1998.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- prévention des risques : protection des eaux, pollution de l'air, incendie, installation électriques,
- surveillance sonore : mesures périodiques,
- surveillance des émissions de poussières,
- gestion des déchets, traçabilité des déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 05/10/1998, article 1	/	Sans objet
2	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 05/10/1998, article 2.B	/	Sans objet
4	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 05/10/1998, article 2.E	/	Sans objet
5	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 05/10/1998, article 2.E	/	Sans objet
7	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	/	Sans objet
8	Déchets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 54	/	Sans objet
9	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 16/02/2023, article R.541-45	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 05/10/1998, article 2.C	/	Sans objet
6	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 45	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/1998, article 1		
Thème(s) : Situation administrative, Classement des activités		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : Désignation des activités:		
	quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2 000 t	
2515	broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels	
1°	la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : supérieure à 200 kW (292,7 kW)	A
On notera pour mémoire la présence :		
<input checked="" type="checkbox"/> d'un dépôt aérien de liquides inflammables de 2ème catégorie (FOD) de 2 m³ (inférieur au seuil de classement de la rubrique 253 C pondéré par la rubrique 1430),		
<input checked="" type="checkbox"/> d'une installation de remplissage ou de distribution de carburant d'un débit de 1 m³/h (inférieur au seuil de classement de la rubrique 1434.1).		
Situation de l'établissement		
<p>ARTICLE 1^{er} - La société Les Sablières de La Perche, dont le siège social est sis à La Perche (18200), est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sables et graviers alluvionnaires sur le territoire de la commune de La Perche, en lit majeur du Cher, au lieu-dit "La Saulzie", dans les parcelles cadastrées section AD n°s 50, 51 et 52, d'une superficie totale de 56 070 m² dont 8 500 m² restant à exploiter et à étendre cette carrière aux lieux-dits "La Saulzie" et "La Grande Saulzie", dans les parcelles cadastrées section AD n°s 53 à 62, d'une superficie de 131 683 m² dont 110 000 m² exploitables et à poursuivre l'exploitation d'une installation de premier traitement (criblage - lavage - concassage) de matériaux de carrière, aux lieux-dits "Les Sables" et "Le Cavalier", sur les parcelles cadastrées section AB n°s 50, 52, 53, 54 et 55, sur une superficie de 56 286 m² comprenant les bassins de décantation des eaux de lavage.</p>		
Constats : La situation administrative de l'établissement n'est pas à jour.		
<p>Observations : Lors de la visite du 22 février 2023, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'une installation de traitement des matériaux, d'une cuve de gaz inflammables liquéfiés de 30 000 litres (12T), d'une cuve de GNR de 5 m³, d'une installation de distribution d'environ 4 m³/h, d'une installation de production de béton et d'une station de transit de produits minéraux. Ces installations sont susceptibles de relever des rubriques 2515, 4718, 1434, 2518 et 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>L'exploitant procédera à la mise à jour de sa situation administrative et transmettra ces informations à l'inspection des installations classées.</p>		
Type de suites proposées : Susceptible de suites		
Proposition de suites : Sans objet		

N° 2 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/1998, article 2.B
Thème(s) : Risques accidentels, Prescriptions relatives à la protection des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Le ravitaillement en hydrocarbures des engins de chantier est réalisé sur une aire étanche et rétentrice permettant la récupération totale des eaux et liquides résiduels.</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux et des sols (hydrocarbures notamment) est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette rétention sera couverte afin d'éviter le remplissage par les eaux météoriques.</p> <p>Un bac déshuileur sera installé au point bas de l'aire de ravitaillement. Il aura les bassins de décantation des eaux de lavage des matériaux comme exutoire. Un plan d'implantation de l'ensemble des systèmes mis en place à ce titre sera transmis sans délai à l'inspection des installations classées et une copie de ce plan sera conservée sur le site.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 2590 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.</p>
Constats : Tous les récipients ne sont pas placés sur des rétentions.
<p>Observations : Lors de la visite du 22/02/23, l'exploitant a indiqué à l'inspection que le ravitaillement des engins est effectué sur une aire étanche permettant la récupération totale des eaux et liquides résiduels.</p> <p>L'inspection a constaté la présence de l'aire étanche reliée à un séparateur à hydrocarbures.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le bordereau de vidange du séparateur à hydrocarbures, vidange réalisée le 3 juin 2021 par la société AEP (BSD n°06210043-130502).</p> <p>L'inspection a constaté que la cuve de GNR (double paroi) ainsi que le poste de distribution sont placés sous abri des eaux météoriques.</p> <p>L'inspection a constaté que certains réservoirs mobiles situés dans le bâtiment principal n'étaient pas placés sur des rétentions.</p> <p>En réponse au constat susvisé, l'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires pour la mise sur rétentions de tous les réservoirs et transmettra des justificatifs de ces opérations (photos) à l'inspection des installations classées. L'exploitant transmettra à l'inspection le justificatif de vidange du séparateur à hydrocarbures pour l'année 2022.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/1998, article 2.C
Thème(s) : Risques chroniques, Prescriptions relatives à la prévention de la pollution de l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout brûlage à l'air libre est interdit. [...] L'envol de poussières sera maîtrisé par un balayage ou un arrosage de la piste d'accès, à partir du point de sortie sur la voie publique. Les dispositifs de limitation d'émissions de poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement de matériaux sont aussi complets et efficaces que possible. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Lors de la visite du 22 février 2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'un arrosage des pistes est réalisé au moyen d'une citerne mobile en cas de besoin, il a rappelé que les matériaux produits sont lavés, donc humides. Aucune trace de brûlage à l'air libre n'a été constatée le jour de la visite par l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/1998, article 2.E
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés et conformes aux normes en vigueur, tels que postes d'eau, seaux, pompes, extincteurs, seaux de sable, tas de sable meuble avec pelles. Le matériel sera entretenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié.</p> <p>[...]</p> <p>L'interdiction de fumer sera affichée aux abords de l'aire de ravitaillement en carburant des engins. Deux extincteurs de 9 kg type B homologués (NF MIN 55B) et un bac à sable de 2 m³ seront placés à proximité immédiate de cette aire.</p> <p>La réserve d'eau sera munie d'une pompe assurant un débit d'au moins 120 m³/h maintenue en bon état de fonctionnement et périodiquement contrôlée au moins tous les ans.</p>
Constats : Absence d'affichage « interdiction de fumer » aux abords de l'aire de ravitaillement.
<p>Observations : Lors de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de contrôle des équipements de lutte contre l'incendie, réalisé le 10 mai 2022 par la société ISOGARD, aucune non-conformité n'a été observée.</p> <p>Une réserve d'eau (plan d'eau de l'ancienne carrière) est présente et équipée d'une pompe permettant un débit de 120 m³/h minimum. L'exploitant a indiqué que cet équipement est contrôlé annuellement.</p> <p>L'inspection a constaté la présence deux extincteurs de 9 kg type B homologués et d'un bac à sable à proximité de l'aire de ravitaillement.</p> <p>L'inspection a constaté l'absence de panneaux « d'interdiction de fumer » affichée aux abords de l'aire de ravitaillement.</p> <p>L'exploitant mettra en place un panneau « interdiction de fumer » au niveau de l'aire de ravitaillement et transmettra les justificatifs de cette opération à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/1998, article 2.E
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] <p>L'installation électrique sera entretenue en bon état ; elle sera annuellement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> [...]
Constats : Les installations électriques ne sont pas maintenues en état.
Observations : Lors de la visite du 22/02/2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection que les installations électriques ont fait l'objet d'un contrôle le 6 juillet 2022 par la société Métro plus de Frépillon (agréée Cofrac). <p>L'inspection a consulté le rapport de contrôle et a constaté la présence de 47 non-conformités pour l'installation de traitement.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection les justificatifs de la mise en conformité des installations électriques.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 45
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures d'émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie en annexe I du présent arrêté.</p> <p>Sous réserve de dispositions plus contraignantes définies dans les documents d'urbanisme ou de plans de prévention du bruit, les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau 1 suivant :</p> <p>Tableau 1. - Niveaux d'émergence</p> <p>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) si Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)</p> <p>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés : 6 dB(A).</p> <p>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés : 4 dB(A).</p> <p>si Supérieur à 45 dB(A),</p> <p>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés : 5 dB(A),</p> <p>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés : 3 dB(A).</p> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Pour les installations appelées à ne fonctionner que sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois, les niveaux limites de bruit prévus à l'alinéa précédent s'appliquent sous réserve de dispositions plus contraignantes prévues par les documents d'urbanisme ou les plans de prévention du bruit.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies au point 1.9 de l'annexe I du présent arrêté.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Lors de la visite du 22 février 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de mesures de bruit dans l'environnement réalisé le 7 juin 2022 par la société COMIREM SCOP de Déols (36). L'inspection a constaté que les mesures de bruit précédentes ont été réalisées en août 2019.</p> <p>L'inspection a consulté le rapport et a constaté qu'aucune non-conformité n'a été relevée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.</p> <p>Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrément ambiant ("bruit de fond") est prévu.</p> <p>Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>Le respect de la norme NF X 43-007 (2008)-méthode des plaquettes de dépôt-et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.</p> <p>La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures de retombées de poussières peuvent être dispensés par le préfet de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois ; - implantées sur une exploitation de carrière qui réalise une surveillance environnementale selon les prescriptions de l'article 19.5 et suivants de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière.
Constats : Absence de surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.
<p>Observations : Lors de la visite du 22 février 2023, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'assure pas la surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières de l'installation de traitement des matériaux.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que les matériaux traités sur le site sont issus d'une exploitation en eau (matériaux humides).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 54
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p> <p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de valorisation ou d'élimination.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.). Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ses déchets à un tiers.</p>
Constats : L'exploitant ne tient pas à jour un registre des déchets générés par ses activités.
<p>Observations : Lors de la visite du 22 février 2023, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant effectue un tri des déchets. Certains déchets sont stockés dans deux bennes (petites ferrailles, emballages plastiques,...). Les déchets de type bois, caoutchouc, ferrailles sont stockés à même le sol. L'inspection a également constaté la présence de quelques fûts vides (huile moteur, bidon floculant béton,...) disposés sur des palettes dont certains sans rétention. L'inspection a constaté que la quantité de déchets présents sur le site est importante (surface d'environ 60 m² au sol et deux bennes).</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'une grande partie des déchets devaient être évacués prochainement.</p> <p>L'exploitant ne tient pas à jour un registre des déchets dangereux générés par ses activités.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection les justificatifs de l'évacuation des déchets présents sur le site.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection les justificatifs de la mise en place d'un registre des déchets.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/02/2023, article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets - utilisation de Trackdéchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'utilise pas l'application « Trackdéchets » pour le suivi des déchets du site de la Perche.</p>
<p>Observations : Lors de la visite du 22 février 2023, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'utilise pas l'application « Trackdéchets » pour le suivi des déchets dangereux générés par ses activités sur le site de la Perche.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection, que cette application est utilisée sur le site principal d'Argenton sur Creuse, car les déchets dangereux du site de la Perche sont généralement regroupés sur le site d'Argenton avant évacuation pour traitement.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection les justificatifs d'utilisation de l'application "Trackdéchets" pour le site de la Perche.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

